

# On arrête tout, on résiste et c'est pas triste

*Axel Hoffman,  
médecin généraliste,  
à la maison médicale  
Norman Bethune,  
coordinateur de  
rédaction.*

.....

*Depuis la déclaration d'Alma Ata (1978), l'objectif « santé pour tous » se heurte à la montée en puissance du néolibéralisme et à l'aggravation des inégalités. Les forces de gauche semblent pour l'instant marquer le coup. Mais d'autres formes de résistance naissent et se multiplient. On les dit « alternatives ».*

.....

En 1978, Alma-Ata était la capitale du Kazakhstan, une des 15 républiques fédérées dans l'URSS. Le nom de cette ville qui signifie 'riche en pommes' ne nous évoquerait pas grand chose si l'Organisation mondiale de la santé n'y avait tenu une conférence dont est sortie la déclaration d'Alma Ata sur les soins de santé primaires. On y affirme la « nécessité d'une action urgente de tous les gouvernements, de tous les personnels des secteurs de la santé et du développement ainsi que de la communauté internationale pour protéger et promouvoir la santé de tous les peuples du monde... ». L'article II rappelle que « Les inégalités flagrantes dans la situation sanitaire des peuples, aussi bien entre pays développés et pays en développement qu'à l'intérieur même des pays, sont politiquement, socialement et économiquement inacceptables et constituent de ce fait un sujet de préoccupation commun à tous les pays. ». Et le III souligne l'importance du « développement économique et social, fondé sur un nouvel ordre économique international (...) si l'on veut donner à tous le niveau de santé le plus élevé possible ». Parmi les articles suivants, le rôle essentiel des soins de santé primaires est clairement mis en évidence.

Aujourd'hui l'URSS n'existe plus, le Kazakhstan est une république indépendante, Alma Ata n'est plus sa capitale (depuis 1997, c'est Tselinograd, rebaptisée Astana) et son nom a été modifié en Almaty. Le contexte politique, social, économique a changé aussi. Mais ce qui demeure et même s'aggrave, ce sont les inégalités. Notre système économique dominé par une dynamique néolibérale tend à limiter toujours davantage le rôle de l'Etat, notamment dans sa fonction de redistribution qui est le fondement de la lutte contre les inégalités, et à étendre tous azimuts le marché, y compris dans le domaine de services jusqu'ici régulés par l'Etat qui en garantissait la jouissance pour tous. Cette situation interpelle (le mot est faible) chaque citoyen que la justice sociale ne laisse pas indifférent et, de manière redoublée, les travailleurs de la santé qui connaissent l'impact majeur de

Mots clés : alternative, santé publique, politique de santé, inégalités.



la précarité et des inégalités sur la santé des personnes.

### Comment en sommes-nous arrivés là ?

A l'époque des Lumières (XVIII<sup>ème</sup> siècle), le libéralisme fait son apparition en réaction contre l'absolutisme royal et la puissance de l'Eglise. A ces pouvoirs fondés sur une loi « supérieure » qui dépasse les hommes, le libéralisme propose de substituer une loi « d'ici-bas », fondée sur un « droit naturel » des individus. Ce droit naturel se décline sous trois aspects : le droit à la sécurité (intégrité du corps), le droit à la propriété (c'est-à-dire aux moyens qui permettent de vivre), le droit à la liberté (choisir soi-même sa vie, mais aussi liberté économique : libre-échange, liberté d'entreprendre, libre choix de consommation, de travail, etc.). Le rôle du politique se limitera à garantir ces droits (ce qui revient à limiter son rôle aux fonctions régaliennes : police, justice, défense), il n'aura pas de légitimité à interférer avec les choix des producteurs et des consommateurs (moins extrêmes, les libéraux dits néoclassiques concèdent que l'Etat puisse réagir aux excès éventuels du marché). Libéré du pouvoir extérieur, chaque individu sera désormais seul juge de ce qui lui est bon, son intérêt et son opinion deviennent les critères guidant son action et ses choix. L'intérêt des individus est investi de la capacité d'organiser la société car il ne peut se réaliser que dans un échange entre partenaires (pour qu'il y ait un vendeur, il faut qu'il y ait un acheteur). La concurrence, la compétition et le marché deviennent ainsi les facteurs régulateurs du social.

Ces idées ont eu raison de l'ordre ancien, celui des pouvoirs absolus et religieux et se sont imposées aux XVIII<sup>ème</sup> et XIX<sup>ème</sup> siècles. Mais si le libéralisme politique a libéré le monde des despotismes anciens, son corrélat économique dominé par les lois du marché a laissé toute une frange de la population sur le carreau. Pour le prolétariat, ce libéralisme est un nouveau despotisme, une nouvelle forme d'esclavagisme. A l'aliénation provoquée par les forces aveugles du marché,

le socialisme opposera l'autogestion des producteurs associés, transitoirement assurée par une planification rationnelle par l'Etat. L'opposition entre droite d'inspiration libérale et gauche d'inspiration socialiste et communiste marquera le XIX<sup>ème</sup> et le XX<sup>ème</sup> siècle, évoluant dans nos pays vers une social-démocratie qui abandonnera la référence révolutionnaire et s'épanouira après la deuxième guerre mondiale dans l'Etat-Providence qui tend vers une plus grande justice sociale en instaurant des mécanismes de redistribution des richesses garantissant la sécurité sociale et l'accès de tous aux biens nécessaires à la satisfaction des besoins essentiels.

Mais depuis les années 80, sous l'impulsion des forces de droite, conservateurs britanniques et républicains américains en tête, et surtout depuis la dislocation de l'URSS en 1991, le contrôle des marchés et des capitaux par les régimes sociaux-démocrates s'est estompé, laissant la bride sur le cou à un libéralisme de plus en plus agressif, un néolibéralisme qui parvient à limiter toujours plus le rôle de l'Etat en matière économique et sociale et à transférer au marché des domaines d'activité qui étaient auparavant sous la responsabilité du domaine public, notamment les services.

Le « Consensus de Washington » (1989) en est une illustration magistrale. Ce terme désigne un accord tacite du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale qui accordent des aides financières aux pays en développement à la condition que ceux-ci réduisent l'intervention de l'Etat dans la politique de développement économique. En effet, pour ces institutions, il ne peut y avoir de développement que dans le cadre d'échanges marchands de nature privée dans un marché mondial libéralisé, c'est-à-dire sans entrave. Cela signifie notamment la réduction des barrières douanières pour les produits exportés par les pays riches (bien que ces produits bénéficient de subventions), la libéralisation des marchés financiers favorisant les investisseurs étrangers et la frange riche de la population des pays en

développement, des privatisations (avec la complicité des gouvernements locaux), la création de monopoles privés pour de grands groupes internationaux.

Sous prétexte d'aide au développement des pays pauvres, l'objectif réel du « Consensus de Washington » était la constitution d'un marché mondial au service d'un capitalisme financier tout puissant. Cette politique a entraîné une récession dans les pays « aidés » et compromis leur développement à cause des réductions de dépenses de santé et d'éducation ; les inégalités ont fortement progressé, les protections sociales et l'espérance de vie ont régressé. Pointé du doigt, le « Consensus de Washington » s'est ensuite déguisé en « Bonne gouvernance », mais le fond néolibéral est resté le même, subordonnant tout au marché et remettant en cause les services publics et la protection sociale.

### Résister

Le modèle néolibéral se présente comme une évidence, sans alternative possible : il fonctionne selon une logique utilitariste, chacun cherche son intérêt et son profit, ceux qui profitent du système deviennent puissants, ceux qui en sont victimes contestent moins le système que la place qu'ils y occupent, ceux qui le critiquent n'ont le plus souvent que des idées à opposer à des faits. Seule la valeur d'échange compte, la valeur d'usage ou l'investissement affectif sont désuets. Le modèle semble insaisissable parce qu'il ne tire pas sa légitimité de sa confrontation avec les réalités sociales mais d'une scientificité abstraite, (si ça ne marche pas, c'est le facteur humain qui en est la cause, c'est le réel qui a tort... et qui paie les pots cassés), l'économie est désocialisée, s'autonomise et finit par se sacrifier. Sa logique devient normative.

A ce jour, les forces de gauche sont en position défensive face à cette offensive néolibérale, les programmes économiques alternatifs peinent à s'imposer et réintroduire de l'humain et du solidaire.

Mais peu à peu des alternatives voient le jour qui ne rentrent pas dans le cadre du mécanisme classique de consommation. Elles présentent un profil nouveau et un point commun : remettre l'économie au service de l'homme. Il ne s'agit pas de nouvelles idéologies, ni de machines destinées à imposer de nouvelles vérités ou un modèle de société préconçu, ni de stratégies élaborées pour entrer dans une logique d'affrontement avec le système dominant, et encore moins d'actions visant à prendre le pouvoir à la place du pouvoir en place. Loin d'incarner une théorie, elles n'apportent pas de certitudes, elles ne sont pas des abstractions censées maîtriser le réel selon un idéal, elles se donnent plutôt à voir comme un foisonnement. Ces nouvelles formes de solidarité ne sont pas dirigées contre la sphère économique, elles se développent au-delà de cette sphère, créant une zone non capitaliste, où les rapports des hommes entre eux et avec les objets échappent à l'obsession marchande et retrouvent leur singularité. Elles





ouvrent la possibilité de nouvelles pratiques de développement, d'autres formes de vie, de production, d'éducation, d'échange. Ces alternatives constituent leur propre finalité, leur objectif ne précède pas l'action mais lui est contemporain : il s'agit d'habiter le présent et pas de faire quelque chose qui changera la société... même si ça finit par y contribuer.

---

### Les maisons médicales, une alternative ?

Le congrès 2011 de la Fédération des maisons médicales nous invitait à rêver. A ne pas nous laisser conter que le monde d'aujourd'hui est un fait qui s'impose, impossible à modifier. Oser rêver et parler de demain à partir des expériences alternatives d'aujourd'hui.

Parmi les intervenants qui ont partagé leur expérience lors du congrès, certains nous ont présenté leurs « alternatives », entendons par là des initiatives citoyennes qui proposent des alternatives concrètes au fonctionnement actuel de la société sur un mode plus égalitaire, solidaire et démocratique. L'objectif de ces rencontres était de stimuler l'identité commune d'acteurs de changement et de travailler les questions transversales qui traversent ces initiatives pour en dégager les synergies et ouvrir de nouvelles pistes d'action et de collaboration dans l'optique d'en optimiser l'impact sur la santé.

Lors des ateliers « alternatives » au congrès, nous avons cherché ensemble à mieux comprendre quelles sont les conditions d'émergence et de pérennisation de tels projets, les avantages et inconvénients de leur agrandissement ou de leur essaimage, les

### « On arrête tout, on réfléchit, et c'est pas triste »

*« L'An 01 » est une bande dessinée publiée à partir de 1970 dans Politique hebdo, puis dans Charlie Mensuel. Elle a été créée par Gédé puis enrichie par les propositions des lecteurs. Sous-titrée « On arrête tout, on réfléchit, et c'est pas triste », elle narre un abandon utopique, consensuel et festif de l'économie de marché et du productivisme. La population décide d'un certain nombre de résolutions dont la première est « On arrête tout » et la deuxième « Après un temps d'arrêt total, ne seront ranimés - avec réticence - que les services et les productions dont le manque se révélera intolérable. Probablement : l'eau pour boire, l'électricité pour lire le soir, la TSF. pour dire « Ce n'est pas la fin du monde, c'est l'AN 01, et maintenant une page de Mécanique céleste ». L'entrée en vigueur de ces résolutions correspond au premier jour d'une ère nouvelle, l'An 01.*

*« L'An 01 » est emblématique de la contestation des années 1970 et aborde des thèmes aussi variés que l'écologie, la négation de l'autorité, l'amour libre, la vie en communauté, le rejet de la propriété privée et du travail.*

Source : Wikipedia

valeurs et principes communs, les enjeux en termes d'accessibilité et de public touché, le rôle potentiel de ces projets dans la transition vers un « autre monde »...

La première maison médicale a été créée il y a maintenant près de 40 ans. Le mouvement lancé là a été s'amplifiant sans cesse. A la lumière des expériences recensées, des questions posées et des réponses qui y ont été données, nous nous demanderons si et en quoi les maisons médicales aujourd'hui sont une alternative, et ce qu'elles peuvent apporter au fonctionnement actuel de la société.

Au-delà de l'analyse de cette hypothèse, ce cahier propose une grille de lecture des alternatives qui contribuera peut-être à développer un sentiment d'appartenance à un mouvement commun vers un autre monde, son ancrage dans l'histoire, des réflexions sur la mise en réseau, son sens et ses difficultés, et sur la vigilance à entretenir quant aux multiples écueils qui se dressent sur les voies à ouvrir, notamment dans la relation entre alternatives et pouvoirs publics. ●